

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

Documents officiels

Première Commission**19^e** séanceMardi 29 octobre 2013, à 15 heures
New York

Président : M. Dabbashi (Libye)

La séance est ouverte à 15 h 5.

Points 89 à 107 de l'ordre du jour (suite)**Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution présentés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

Le Président (*parle en arabe*) : Nous allons d'abord entendre les orateurs restants au titre du groupe de questions « Armes classiques ». Comme le prévoit le programme de travail, et conformément à la pratique établie du Comité, nous entendrons également 10 représentants d'organisations non gouvernementales aux environs de 16 h 30.

Avant de donner la parole aux délégations, je rappelle à tous que la liste des orateurs pour l'ensemble des groupes de questions restants est maintenant close. Et je prie tous les orateurs d'être brefs et de respecter le temps imparti, qui est de quatre minutes maximum. J'insiste sur ce point afin que nous puissions achever nos travaux dans les délais prévus.

M. Farghal (Égypte) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, Monsieur le Président, je voudrais réaffirmer que l'Égypte est convaincue que grâce à votre sagesse et à votre direction avisée, les travaux du Comité seront

couronnés de succès. La délégation égyptienne s'associe à la déclaration que fera le Représentant permanent de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés, et à celles qu'ont faites les représentants du Nigéria au nom du Groupe des États d'Afrique, et de Bahreïn au nom du Groupe des États arabes (voir A/C.1/68/PV.18).

L'Égypte attend avec intérêt la tenue de la cinquième Réunion biennale des États chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, et réaffirme qu'elle apportera tout le soutien et l'appui nécessaires à l'Ambassadeur Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, qui est candidat à la présidence de cette conférence. La convocation de la conférence découle du succès de la deuxième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action, qu'a présidée de manière transparente, ouverte et indépendante la Représentante permanente du Nigéria, l'Ambassadrice Ogwu. L'Égypte souligne qu'elle respecte le Programme d'action et réitère que les obligations des États Membres sont fondées sur le texte du Programme et sur les questions et concepts supplémentaires réputés être des propositions dans l'attente d'un accord.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

13-53509(F)



Document adapté

Merci de recycler



La délégation égyptienne tient à remercier l'Allemagne des efforts qu'elle a déployés à la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes. L'Égypte a participé activement et avec enthousiasme aux procédures et a saisi toutes les occasions de contribuer à son succès. Cependant, maintenant que l'Assemblée générale a voté l'adoption du Traité, nous appelons tous les États qui ont décidé d'accéder au Traité de l'appliquer de bonne foi, objectivement et de manière équilibrée et équitable, et d'éviter d'en manipuler les clauses pour servir des intérêts politiques ou économiques particuliers. Nous suivrons avec attention la suite des événements concernant l'entrée en vigueur du Traité et son application sur le terrain afin de mettre au point notre position définitive le concernant. Nous saisissons cette occasion pour affirmer que l'Égypte a pleinement conscience des graves conséquences du commerce illicite des armes classiques, dont elle a véritablement à pâtir. Cependant, nous insistons sur le droit légitime de tous les États souverains d'employer de telles armes au titre de la légitime défense et pour des raisons de sécurité; il n'y a pas à user de prétextes fallacieux pour empêcher leur déploiement.

La communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour s'attaquer à l'emploi et au stockage excessifs des armes classiques. L'Égypte insiste sur la nécessité de n'épargner aucun effort pour amener les grandes puissances qui produisent et stockent ces armes à rendre des comptes devant la communauté internationale, ce qui constitue le seul garde-fou permettant de limiter les incidences négatives potentielles de la production ou de l'emploi de ces armes. Ce déséquilibre est exacerbé par le fait que la mise au point d'armes classiques se poursuit, et nous insistons sur le fait que le progrès technologique ne doit pas supplanter les considérations humanitaires. Ce problème suscite également bien des interrogations au sujet du respect par les parties des conventions pertinentes au titre du droit international humanitaire, au-delà même de la question de l'éthique de la guerre. Ces aspects doivent être abordés et des normes spécifiques doivent être fixées avant que ces armes soient utilisées.

L'Égypte a soigneusement examiné l'édition 2013 du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux consacré aux armes classiques. À ce titre, nous insistons sur l'importance d'un élargissement de la représentation africaine à l'occasion de la prochaine réunion du Groupe en 2016 et d'une augmentation du nombre d'experts, qui doivent être au minimum 20.

Nous sommes prêts à fournir des experts pour assurer la représentation à ce niveau. Nous sommes préoccupés par le nombre d'explosifs et de mines de la Deuxième Guerre mondiale restant sur nos territoires, qui continuent de provoquer des problèmes humanitaires et matériels qui entravent le développement de l'Égypte et de nos frères de Libye.

Pour terminer, je voudrais insister sur l'importance qu'il y a à poursuivre nos efforts collectifs pour lutter contre le stockage, l'emploi et la mise au point des armes classiques si nous voulons sauver des vies, ce que nous réussirons à faire si nous adoptons un comportement de bonne foi, loin de toute hégémonie, de tout esprit partisan et de l'étroite recherche d'intérêts politiques particuliers.

M. Langeland (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège estime qu'il est possible d'améliorer la sécurité en réduisant considérablement les niveaux d'armements par rapport à l'heure actuelle. Le contrôle des armements, le désarmement classique et la non-prolifération font donc partie intégrante de la ligne de conduite adoptée par la Norvège en matière de sécurité et de politique étrangère.

Les efforts visant à réduire la violence armée et la souffrance humaine que provoquent les armes classiques et les autres types d'armes sont indispensables pour améliorer les conditions de sécurité nationales et mondiales et pour promouvoir le développement. La dimension humanitaire du désarmement et de la maîtrise des armements doit être une composante cruciale de nos discussions et de nos efforts, parce que, en définitive, c'est à l'aune des conséquences qu'elles auront eues pour les populations sur le terrain que nos politiques seront jugées. Nous avons besoin de nous doter d'instruments mondiaux et régionaux qui nous aident à obtenir de tels résultats.

Le Traité sur le commerce des armes est susceptible de devenir cet instrument. L'adoption du Traité par l'Assemblée générale cette année s'est avérée un événement historique, non seulement parce qu'il s'agissait du premier instrument juridiquement contraignant réglementant le commerce des armes classiques, mais également parce que la communauté internationale a montré qu'il était possible d'obtenir des résultats sans être lié à un cadre consensuel restrictif en matière de processus décisionnel. Le Traité n'est pas parfait mais il pourrait devenir un instrument puissant s'il est appliqué effectivement et intégralement, dans les meilleures intentions. Le Traité sur le commerce

des armes doit, lorsqu'il entrera en vigueur, être un instrument dynamique, vivant, propre à être amendé et amélioré à l'avenir.

Concernant son champ d'application, je tiens à rappeler la conviction de la Norvège, à savoir que le Traité doit, en principe, traiter de l'ensemble des armes classiques. Nous appelons donc tous les États parties à en appliquer les dispositions à une gamme aussi large que possible d'armes classiques, comme le paragraphe 3 de son article 5 nous engage à le faire. Nous arguons également que les dispositions du Traité devraient en outre s'appliquer à tous les types de transferts, et non pas uniquement aux transferts commerciaux, car le mode de transfert n'a pas d'incidence sur la puissance d'une arme ou son pouvoir d'infliger des dommages.

Nous sommes heureux que le Traité interdise les transferts d'armes classiques qui enfreignent les obligations découlant d'autres traités internationaux pertinents, notamment celles définies dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Traité interdit également tous les transferts d'armes pouvant servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre dans tous les types de conflit armé. La Norvège attache également de l'importance à la disposition figurant à l'article 7 sur l'exportation et l'évaluation des demandes d'exportation, laquelle exige qu'un transfert pouvant conduire à l'une des conséquences négatives prévues audit article en matière de violation grave du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire ne soit pas autorisé. Nous sommes également heureux que le risque de violence fondée sur le sexe et de violences contre les femmes et les enfants fasse partie des critères qui doivent être évalués avant d'autoriser l'exportation d'armes, tout comme le risque de détournement.

La Norvège œuvrera à l'universalisation du Traité sur le commerce des armes. Pour y parvenir et pour garantir son application effective et intégrale, les États qui sont en position de le faire doivent apporter leur assistance à ceux qui ont besoin d'être appuyés pour mettre en place des systèmes efficaces, dotés des institutions, ressources et compétences nécessaires. Ce sera d'une importance cruciale pour la réussite du Traité.

La tâche la plus importante à laquelle nous devons nous atteler consiste à garantir l'entrée en vigueur rapide du Traité et à préparer le terrain pour son application intégrale et effective. Unissons nos

forces pour atteindre ces objectifs, et collaborons avec la société civile pendant ce processus. La société civile et les organisations multilatérales et internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge ont été des partenaires de qualité pendant tout le processus de négociation du Traité, et nous devrions continuer à exploiter au mieux leurs compétences et leur engagement à l'avenir.

L'exemple de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions montre bien qu'il est possible de négocier, dans le domaine du désarmement, des instruments multilatéraux qui renforcent la protection des civils et qui ont un effet humanitaire immédiat sur le terrain. La Troisième conférence d'examen de la Convention d'Ottawa, qui aura lieu à Maputo en 2014, sera une bonne occasion de faire le point sur nos réussites comme sur les perspectives dans ce domaine, et de nous engager de plain pied sur la meilleure voie possible pour la réalisation de l'objectif de la Convention – l'avènement d'un monde libéré des mines antipersonnel – et d'apporter l'appui nécessaire aux victimes.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/68/L.4.

M. Sano (Japon) (*parle en anglais*) : Le Traité sur le commerce des armes marque sans aucun doute un tournant dans l'histoire de la maîtrise des armements classiques. Nous sommes ravis que ce Traité soit devenu une réalité grâce à nos efforts collectifs et inlassables. Maintenant que nous nous sommes dotés d'un solide Traité sur le commerce des armes, le commerce mondial des armes n'est plus incontrôlé, il n'est plus dissimulé, et nous sommes déterminés à empêcher ces armes d'échouer dans de mauvaises mains. Pour que nous nous y employions avec sérieux, le commerce des armes doit opérer dans un cadre transparent soumis à un contrôle. À cette fin, le Traité doit entrer en vigueur aussi rapidement que possible, et le Japon fera de son mieux pour conclure le Traité au plus tôt.

Le Japon va continuer de jouer son rôle pour promouvoir une entrée en vigueur rapide du Traité, la mise en place d'un secrétariat efficace et, avant tout, la poursuite des efforts internationaux visant à mieux réglementer le commerce mondial des armes et à lutter contre les transferts d'armes classiques. Nous appelons également tous les États à appuyer le projet de résolution A/C.1/68/L.4 sur le Traité, qui a été déposé par ses

sept auteurs : l'Argentine, l'Australie, le Costa Rica, la Finlande, le Japon, le Kenya et le Royaume-Uni.

Le Japon estime que l'adoption du Traité imprimera une dynamique positive au Programme d'action relatif aux armes légères. Bien que les engagements politiques pris dans le Programme d'action en ce qui concerne les transferts d'armes légères se soient transformés en engagements juridiques, le Programme d'action reste un outil important en matière de lutte contre le commerce illicite de ces armes car, avec l'Instrument international de traçage, il couvre un large éventail de questions, notamment celles du marquage, du traçage et de la gestion des stocks. Nous devons y porter une attention constante, et il est crucial que l'ONU reste pleinement engagée à cet égard.

Puisque 12 années déjà ont passé depuis l'adoption du Programme d'action, nous nous devons de procéder à un examen approfondi des activités entreprises ces dernières années, afin non seulement de recenser les problèmes à régler, mais également d'élaborer des mesures concrètes afin de juguler les problèmes relatifs aux armes légères. Le Japon tient à s'acquitter de ses responsabilités alors que se poursuit le processus relatif au Programme d'action, notamment dans le cadre de la prochaine Réunion biennale des États qui doit se dérouler en juin 2014. Nous nous félicitons de la nomination de l'Ambassadeur d'Afghanistan, Zahir Tanin, à la tête de la cinquième Réunion biennale. Nous appelons tous les États Membres à appuyer le projet de résolution annuel sur les armes légères et de petit calibre rédigé par l'Afrique du Sud, la Colombie et le Japon, afin qu'il soit une nouvelle fois adopté par consensus.

Les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions causent d'importants dommages sur le plan humanitaire. Il est vital que nous poursuivions nos efforts afin d'éliminer les problèmes liés à ces armes. Leur utilisation, par quelque acteur que ce soit, est tout à fait inadmissible, non seulement parce qu'elles sont un grave danger et font du tort aux populations civiles pendant et après les conflits, mais également parce qu'elles peuvent avoir des répercussions socioéconomiques qui dureront des années, voire des décennies.

Les informations récentes faisant état de l'utilisation de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions sont une source de profonde préoccupation. Le Japon est convaincu qu'il est essentiel que ces deux conventions deviennent universelles. La mise en œuvre des obligations conventionnelles, notamment l'obligation de destruction des stocks, garantit que les

mines antipersonnel et les armes à sous-munitions ne seront jamais plus utilisées à l'avenir. Le Japon appelle de nouveau tous les États qui ne sont pas parties à ces deux conventions à y adhérer au plus vite et à s'associer aux efforts collectifs visant à mettre un terme aux souffrances causées par ces armes.

Enfin, le Japon reconnaît l'intérêt croissant que porte la communauté internationale aux armes pleinement autonomes. Il convient selon nous de lancer un débat sur les questions de base en ce qui concerne ces armes, notamment la définition y relative. La Convention sur les armes inhumaines pourrait être le cadre adapté pour permettre aux experts des questions militaires, juridiques, et autres questions ayant trait à la maîtrise des armements d'aborder ces questions.

M. Yennimatas (Grèce) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à dire que la Grèce s'associe sans réserve à la déclaration faite hier par l'observatrice de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18).

Si nous suivons avec grand intérêt l'évolution des procédures au sein des instances de désarmement, l'année écoulée a été historique dans le domaine du désarmement classique. L'aboutissement d'un processus de négociations qui aura duré sept ans, pour déboucher sur l'adoption du Traité sur le commerce des armes, a permis de définir des critères devant notamment permettre d'empêcher que des armes ne soient transférées de manière irresponsable et dans l'illégalité. Une fois qu'il aura été ratifié par 50 États et qu'il sera entré en vigueur, le Traité sur le commerce des armes offrira un cadre concret de réglementation du commerce légal des armes classiques, et fera de ce fait reculer le commerce non réglementé des armes.

La Grèce appuie cette entreprise depuis les premiers instants. Elle a fait partie des premiers États à signer le Traité le 3 juin, lorsque celui-ci a été officiellement ouvert à la signature. Nous sommes en train de prendre les mesures juridiques nécessaires pour ratifier le Traité. Pour que le Traité soit véritablement mis en œuvre, il faut qu'il devienne universel. Nous encourageons donc les États à prendre les mesures nécessaires à cette fin, car la force véritable du Traité tient à sa mise en œuvre universelle.

L'adoption du Traité sur le commerce des armes correspond au dernier succès obtenu en matière de désarmement classique. Le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui

est politiquement contraignant, représente une arme supplémentaire en matière de désarmement classique. Depuis 2001, le Programme d'action permet de prendre régulièrement des mesures concrètes pour lutter contre le fléau du commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Depuis le début, la Grèce appuie le Programme d'action, et le Document final de la Conférence d'examen de 2012 est un résultat encourageant, tout comme la résolution 2117 (2013) du Conseil de sécurité. À l'avenir, nous devons étudier les convergences existantes afin que la cinquième Réunion biennale des États permette de continuer à améliorer la mise en œuvre du Programme d'action.

La Grèce reste fermement attachée à la Convention sur les armes inhumaines (CCAC) et à ses protocoles. Nous restons convaincus que la CCAC reste l'enceinte la mieux adaptée pour aborder la question d'un protocole sur les armes à sous-munitions puisque les principaux producteurs et usagers participent à ses délibérations. Elle sera donc en mesure de trouver un équilibre délicat entre utilité militaire et préoccupations humanitaires. Nous estimons que la question de la robotique autonome létale doit être abordée dans cette même enceinte, car la CCAC est la seule à pouvoir rassembler les compétences diplomatiques, juridiques et militaires nécessaires pour aborder ce problème nouveau.

En tant qu'État partie à la Convention d'Ottawa, nous sommes déterminés à honorer les obligations que nous imposent les articles 4 et 5 de cette Convention. À cet égard, la Grèce s'est acquittée de ses obligations en matière de déminage, au titre de l'article 5, avec quatre ans d'avance, et elle n'épargne aucun effort pour achever la destruction de ses stocks, et ce en dépit de graves difficultés financières. Nous attendons avec impatience la réunion annuelle des États parties qui doit se tenir en décembre, et nous nous tenons prêts à participer de manière constructive à la troisième Conférence d'examen qui doit se tenir à Maputo en 2014.

Une fois encore, si nous estimons que l'avancée des délibérations de la Première Commission et les progrès accomplis au cours de l'année écoulée sont encourageants, nous restons fermement attachés à la mise en place d'une démarche pragmatique et pratique en vue de combler les écarts dans notre recherche d'un terrain d'entente en matière de désarmement.

M. Motanyane (Lesotho) (*parle en anglais*) : Le Lesotho s'associe à la déclaration prononcée par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/68/PV.18).

La question des armes classiques est une priorité pour le Lesotho, de même que pour de nombreux pays en développement. Ces armes sont faciles d'accès et font de nombreuses victimes au quotidien, à commencer, bien souvent, par les femmes et les enfants. La paix, la sécurité et le développement font systématiquement les frais de l'utilisation d'armes légères et de petit calibre illicites. Pourtant, la voie qui mène à la réglementation de ces armes est semée d'embûches.

Dans ce contexte, nous nous sommes félicités de l'adoption du Traité sur le commerce des armes par l'Assemblée générale en avril. Les négociations prolongées qui ont mené à l'adoption du Traité n'ont certainement pas été faciles. Cependant, la volonté de tous de faire passer l'humanité en premier a triomphé. Cela montre clairement ce que la communauté internationale est capable de réaliser sur la base d'un multilatéralisme véritable axé sur la population. Il convient de noter que l'adoption du Traité sur le commerce des armes n'est pas une fin en soi. Nous n'avons pas encore passé l'épreuve de vérité, qui confirmera notre volonté d'épargner à l'humanité les souffrances provoquées par le commerce international irresponsable d'armes classiques. Ainsi, la ratification, l'entrée en vigueur et la mise en œuvre du Traité sont les prochaines étapes cruciales que nous devons franchir.

Nous appelons tous les États Membres à envisager de signer et de ratifier le Traité au plus vite. Une vision puissante doit motiver les efforts que nous déployons aux fins d'une mise en œuvre pleine, efficace et équilibrée du Traité sur le commerce des armes pour renforcer la sécurité internationale, régionale et nationale. De son côté, le Lesotho a signé le Traité pour montrer sa volonté de contribuer à renforcer la sécurité mondiale. Nous entreprendrons en temps opportun des efforts nationaux en vue de ratifier le Traité.

Le Traité sur le commerce des armes ne permettra pas de régler tous les problèmes liés au commerce illicite d'armes classiques. Cependant, ma délégation est convaincue qu'un instrument mondial tel que le Traité, qui régit le commerce international des armes classiques, est essentiel pour favoriser la collaboration dans l'industrie des armements. Le Traité conduira indubitablement à une énorme diminution du détournement d'armes classiques vers les marchés illicites.

En dépit du fait que le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses

aspects demeure le seul instrument ayant fait l'objet d'un agrément universel en matière de lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, sa mise en œuvre reste problématique. On ne saurait trop insister sur l'urgence que revêt la mise en œuvre du Programme d'action à l'échelon international, régional et national. Nous appelons à remobiliser la volonté politique de mettre en œuvre ce Programme.

De même, nous considérons que le renforcement de la coopération régionale et internationale est d'une importance vitale pour la bonne mise en œuvre du Programme d'action. Il importe tout autant de trouver de nouveaux moyens de renforcer ce mécanisme. Je me permets d'assurer la Commission que mon pays a à cœur de mettre pleinement en œuvre le Programme d'action.

M^{me} Ledesma Hernández (Cuba) (*parle en espagnol*) : Notre délégation a jusqu'à présent respecté le temps de parole imparti pour les interventions, mais nous sollicitons dans le cas présent votre indulgence, Monsieur le Président, car notre déclaration prendra probablement un peu plus de quatre minutes et nous demandons à ne pas être interrompus.

Nous observons avec préoccupation la priorité accordée dans les enceintes internationales à certaines catégories d'armes classiques comme les armes légères et de petit calibre au détriment d'autres types d'armes telles les armes classiques de pointe aux effets particulièrement dévastateurs. Au cours des dernières décennies, le développement des armes classiques dans le monde en a augmenté le pouvoir de destruction en les rendant toujours plus perfectionnées et meurtrières.

Le Mouvement des pays non alignés a alerté à diverses occasions sur le déséquilibre existant entre les pays industrialisés et les pays en développement sur le plan de la fabrication, de la détention et du commerce des armes classiques. Il a souligné l'importance d'une réduction notable de la fabrication et du commerce de ces armes par les pays industrialisés aux fins de la promotion de la paix et de la sécurité internationales et régionales. Il reste encore beaucoup à faire pour trouver des solutions efficaces en faveur de la paix et de la sécurité internationales sur la base d'un strict respect des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. C'est la raison pour laquelle nous devons tous nous employer au désarmement général et complet.

Nous sommes satisfaits de l'adoption par consensus des documents finals de la deuxième Conférence d'examen du Programme d'action en vue

de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, dans lesquels sont réaffirmées la pleine actualité et l'entière validité de l'instrument efficace que représente le Programme d'action pour combattre ce fléau. Nous souhaitons voir les textes agréés au cours de cette Conférence d'examen servir utilement d'outils de travail et contribuer efficacement au renouvellement de l'engagement dans la prévention, la lutte et l'élimination du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

Cuba considère que pour parvenir à l'élimination totale du commerce illicite des armes légères et de petit calibre, il convient, à court et moyen termes, de combattre les causes profondes qui le sous-tendent. Nous trouvons en ce qui nous concerne préoccupant que les efforts internationaux se concentrent essentiellement sur une gestion des manifestations du phénomène dans les pays en développement et non sur la lutte contre ses causes les plus profondes et déterminantes : la pauvreté croissante, le sous-développement et le manque de débouchés pour tous. Nous considérons qu'il convient de progresser de façon plus concrète dans la promotion et le renforcement de l'assistance et de la coopération internationales en la matière, éléments que nous considérons comme essentiels pour permettre à tous les États de progresser vers l'application intégrale de ce Programme d'action des Nations Unies.

En mars dernier, la communauté internationale a constaté l'absence d'accord et de consensus dans le cadre de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes. La Conférence offrait une occasion historique d'apporter une réponse efficace aux graves conséquences du commerce illicite et non réglementé des armes pour de nombreuses personnes et de nombreux États dans le monde. Mais cette occasion historique n'a pas été dûment saisie.

M. Rowland (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni souscrit pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18).

Cette année aura été d'une importance capitale pour ceux d'entre nous qui œuvrent à la lutte contre la diffusion irresponsable et illicite des armes classiques. Après sept années de travail acharné, nous sommes parvenus à un accord sur le Traité sur le commerce des armes. Toutefois, notre tâche est loin d'être accomplie. Nous avons dit en avril que le défi principal restait à relever. Nous avons maintenant un Traité ayant le

pouvoir de sauver des vies, d'appuyer le développement, en protégeant l'industrie légitime de la défense, mais il ne parviendra pas à ses objectifs tant qu'il n'est pas appliqué, mondialement, et efficacement.

Cette semaine, le Royaume-Uni a parrainé une manifestation parallèle consacrée à la violence sexiste et au Traité sur le commerce des armes. En exigeant des États parties qu'ils évaluent, avant d'autoriser toute exportation d'armes, le risque que comporte l'utilisation éventuelle de ces armes pour la commission d'actes graves de violence sexiste, le Traité sur le commerce des armes prend des mesures importantes pour rendre notre monde plus sûr. Il faut faire encore davantage. C'est la raison pour laquelle au cours de la semaine ministérielle de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale en septembre, notre Ministre des affaires étrangères a lancé une déclaration d'engagement en vue de mettre fin à la violence sexuelle dans les conflits, à laquelle 136 pays ont déjà souscrit.

Le Traité sur le commerce des armes n'est pas le seul acquis de l'année écoulée. Il y a quelques semaines, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2117 (2013) sur les armes légères et de petit calibre. Cette importante résolution nous rappelle à tous la nécessité de prendre des mesures contre les armes illicites et mal réglementées qui déstabilisent les régions, alimentent les conflits et anéantissent des destinées.

Nous avons été déçus que le Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques, cette année, n'ait pas pu parvenir au consensus sur une proposition visant à inscrire les armes de petit calibre au nombre des catégories obligatoires, mais il ne s'agissait pas de notre seule occasion d'agir. En effet, la cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects sera une importante occasion de dresser un bilan et de redoubler d'efforts.

Nous n'avons pas à chercher loin pour voir les dégâts que provoquent les armes classiques illicites ou mal réglementées. Le 22 octobre le Royaume-Uni a accueilli une réunion des « 11 de Londres », noyau du groupe des amis de la Syrie. Les ministres des affaires étrangères ont appelé le régime syrien à mettre fin au siège des zones urbaines et aux attaques aveugles contre les civils, en particulier aux bombardements aériens et à l'utilisation de missiles balistiques, de bombes à sous-munitions et de barils d'explosifs.

Le peuple libyen vit également avec cette menace au jour le jour en raison de la présence résiduelle en Libye d'armes et de munitions non sécurisées laissées par quatre décennies d'accumulation excessive et incontrôlée d'armes pendant le régime de Kadhafi. Reconnaissant que le Gouvernement libyen a fait de la maîtrise des armes et de leurs munitions une priorité, à la Conférence ministérielle de Paris, le Royaume-Uni exhorte la communauté internationale à travailler avec la Libye et l'ONU afin de trouver une solution durable à cette question. Le Royaume-Uni est prêt pour sa part à fournir des experts, des fonds et un appui à ce processus.

Nous nous félicitons de la conclusion réussie de la quatrième Réunion des États parties à la Convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions, à Lusaka le mois dernier. Le Royaume-Uni est en passe d'avoir détruit ses derniers stocks d'armes à sous-munitions avant la fin de cette année, soit cinq ans avant notre date-butoir. Depuis plus de 20 ans, le Royaume-Uni appuie certains des pays les plus pauvres du monde dans leurs opérations de déminage et de neutralisation des restes explosifs de guerre. Rien qu'au cours des trois dernières années, le Royaume-Uni, par son programme de déminage mondial, doté de 30 millions de livres sterling, a neutralisé plus de 70 000 mines antipersonnel et libéré plus de 10 000 hectares de terres infestées de mines terrestres ou présumées dangereuses.

M. Van der Kwast (Pays-Bas) (*parle en anglais*) :
La réglementation internationale croissante en matière d'utilisation et de commerce des armes classiques montre que des progrès peuvent être et sont, de fait, réalisés. Le renforcement du droit international se fait à petits pas ou bien à bonds de géant. L'adoption du Traité sur le commerce des armes par l'Assemblée générale en avril fera de ce monde un monde plus sûr et réduira les transferts d'armes irresponsables lorsqu'il existe un risque manifeste d'une utilisation éventuelle de ces armes aux fins de violations du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme. Nous appelons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Traité.

La transparence est la clef de tout contrôle de l'application des traités. Nous continuerons d'appuyer le Registre des armes classiques et la Base de données législatives nationales en matière de transferts d'armes, en déposant deux projets de résolution sur ces questions. Jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes et son adoption universelle, ces deux instruments demeureront très utiles pour la communauté

internationale. Dans les projets de résolution sur la transparence dans le domaine des armements (A/C.1/68/L.30) et sur les législations nationales relatives au transfert d'armes (A/C.1/68/L.31), nous appelons tous les États à fournir au Bureau des affaires de désarmement les informations qu'il demande.

La Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions demeurent de première importance. En ce qui concerne les mines antipersonnel, de grands progrès ont été accomplis en matière de déminage des zones infestées, puisque 25 États parties ont achevé leurs programmes de déminage et de destruction de leurs arsenaux, avec la destruction de plus de 44,5 millions de mines. Le progrès le plus important, toutefois, reste la baisse spectaculaire du nombre des nouvelles victimes. La mort de civils liée à des armes à sous-munitions qui tuent sans discrimination est indéfendable en toute circonstance. L'utilisation d'armes à sous-munitions par des États non parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, tels que la Syrie, mérite la condamnation la plus énergique. Les Conventions ont frappé d'une interdiction largement acceptée et respectée mines antipersonnel et les armes à sous-munitions.

Quant aux systèmes robotisés autonomes d'armes létales, l'éventualité de leur mise au point suscite de nombreuses questions juridiques, éthiques et politiques. Aux Pays-Bas, un débat a été engagé sur cette question, avec la participation des Ministères des affaires étrangères et de la défense, des partenaires concernés de la société civile et du monde universitaire dans le but d'obtenir une meilleure compréhension de l'évolution de la situation dans ce domaine et des problèmes connexes. Dans notre réponse à la question sur la légalité des systèmes d'armes, nous nous fondons sur le droit international, en particulier le droit international humanitaire. Tout en mettant au point de nouveaux systèmes d'armes, les États doivent rester dans les limites du droit international. Nous prendrons une part active au débat sur les systèmes robotisés autonomes d'armes létales. À cet égard, nous appuyons la proposition du Président de la Convention sur les armes inhumaines tendant à organiser un débat informel sur les systèmes robotisés autonomes d'armes létales dans le cadre de la Convention.

Nous attendons avec intérêt la Cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères. Nous espérons poursuivre les progrès sur la base des résultats

accomplis jusqu'à présent. Nous soulignons également la nécessité de nouvelles recherches sur la question de la prolifération des armes de petit calibre en Afrique. À cette fin, les Pays-Bas financent actuellement un projet de recherche avec le programme Small Arms Survey.

M. Louis (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie connaît de près les conséquences négatives qu'entraîne l'absence de réglementation internationale du commerce des armes classiques. En conséquence, notre pays se félicite de l'adoption du Traité sur le commerce des armes et il travaillera constructivement aux fins de l'entrée en vigueur rapide de cet instrument international, laquelle est nécessaire pour que ce Traité ait un effet positif réel dans la vie de millions de personnes. À cet égard, nous nous réjouissons de ce que 113 États aient signé le Traité et que sept l'aient ratifié, au nombre desquels cinq appartiennent à la région d'Amérique latine et des Caraïbes.

Concernant la teneur et la portée du Traité, je me permets d'insister sur l'importance du fait qu'y figurent les armes légères et de petit calibre, et pas seulement les sept catégories que comporte le Registre des armes classiques, puisque, de par leur taille et leur portabilité, ce sont ces armes qui exacerbent les situations qui portent atteinte à la sécurité dans le monde. De même, le Traité sur le commerce des armes établit des mesures visant à empêcher que les transferts d'armes n'échouent entre les mains d'utilisateurs non autorisés et ne servent à commettre des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou des génocides. Ce processus démontre que, dans le cadre du système des Nations Unies, il est possible de progresser dans la négociation et l'adoption de traités dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Il suffit simplement que les États Membres participent et qu'ils en aient la volonté. Nous considérons qu'il s'agit d'un exemple pouvant permettre de relancer les négociations et le mécanisme de désarmement.

La Colombie connaît de première main les effets des transferts illicites d'armes dans un conflit armé. C'est la raison pour laquelle une analyse complète, rigoureuse et équilibrée de l'incidence des transferts d'armes dans les situations de conflit armé doit tenir compte des éléments suivants. Premièrement, il convient de reconnaître le droit des États à la légitime défense et au recours légitime à la force. Tout État est en droit d'acquérir des armes classiques dans le cadre de la légalité internationale afin de garantir la sécurité de ses citoyens. Deuxièmement, il convient de faire la distinction entre le commerce légal des armes et le trafic

des armes et des munitions. Troisièmement, il convient de relever clairement la différence entre États et acteurs armés non étatiques.

Comme c'est la coutume, la Colombie a présenté conjointement avec l'Afrique du Sud et le Japon, dans le cadre de la présente session, un projet de résolution sur le commerce des armes légères et de petit calibre dans tous ses aspects, dans lequel est soulignée, entre autres, la nécessité d'une intensification des efforts des États en vue de renforcer leurs capacités nationales d'exécution du Programme d'action. Nous espérons que ce projet sera adopté, cette fois encore, par consensus.

Notre pays est confronté au problème des mines antipersonnel, en raison de la pollution aveugle de nos terres par ces engins du fait d'acteurs armés non étatiques. Rien qu'entre janvier et août de cette année, 285 Colombiens ont été victimes de mines antipersonnel, dont un nombre important et croissant sont des enfants. C'est un défi pour mon pays en sa qualité d'État partie à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel. Notre gouvernement national dirige le programme présidentiel d'action globale contre les mines antipersonnel et travaille sur les différents aspects de la lutte contre ce fléau.

En ce qui concerne l'aspect relatif à l'assistance aux victimes, il vaut la peine de mettre en exergue le travail mené par la Colombie, de concert avec l'Autriche, en sa qualité de coprésidente du Comité permanent de la Convention sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique. Nous avons également réalisé l'atelier d'experts sur l'assistance aux enfants victimes des mines qui s'est tenu à Genève dans le cadre de la réunion intersessions de 2013 de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et avait pour objet de travailler à l'élaboration d'un guide d'assistance et de soins en la matière, qui doit être présenté officiellement dans un avenir proche aux États parties à la Convention.

M. Moktefi (Algérie) (*parle en arabe*) : L'Algérie s'associe aux déclarations prononcées par les représentants du Nigéria, au nom du Groupe des États d'Afrique, et du Bahreïn, au nom du Groupe des États arabes (voir A/C.1/68/PV.18).

Aujourd'hui, le commerce et le transfert illicites des armes légères constituent une dangereuse menace pour la paix et la stabilité de certaines régions du monde. C'est une réalité tout particulièrement en Afrique. Ces activités illicites représentent dès lors une

source de préoccupation constante pour la communauté internationale. À cet égard, l'Algérie, qui subit le préjudice direct de ces activités criminelles, continue d'intensifier ses efforts pour empêcher le commerce illicite des armes et leur passage en contrebande par ses frontières. Ces activités sont commises par des réseaux fonctionnant avant tout de façon illicite, en attisant le terrorisme au Sahel.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Algérie a récemment intensifié ses efforts pour lutter contre les filières criminelles et terroristes. Nous avons accueilli avec satisfaction l'engagement renouvelé des États Membres à l'égard du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qu'ont bien démontré la deuxième Conférence d'examen ainsi que les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action.

La création de mécanismes visant à accroître l'efficacité de la coopération et de l'assistance internationales demeure un élément important de cette application. La délégation algérienne réitère son appui à l'application du Programme d'action. Il convient de noter que les rapports nationaux, que l'Algérie soumet régulièrement, sont une partie importante de la mise en œuvre du Programme d'action et de l'amélioration de son efficacité. En outre, l'Algérie a été pleinement engagée dans la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, depuis son adoption en 2005.

L'Algérie réaffirme l'importance du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. Le Protocole sur les armes à feu complète la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. En tant que pays directement touché par les mines terrestres, l'Algérie attache une importance particulière à ce sujet, d'autant plus qu'elle assumera en décembre la présidence de la treizième Réunion des États parties à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel. L'Algérie, en coopération avec la Slovaquie et le Cambodge, a présenté le projet de résolution A/C.1/68/L.3, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ». Ce texte est basé sur le texte précédent auquel ont été apportées quelques mises à jour techniques. Il a été adopté en tant que

résolution 67/32 le 3 décembre 2012. Nous appelons tous les États Membres à soutenir ce projet de résolution.

M^{me} Svetasreni (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La Thaïlande s'associe à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés.

Cette année, les efforts conjugués des nations ont permis de réaliser une percée majeure dans les négociations multilatérales sur le désarmement dans le domaine des armes classiques. La Thaïlande se félicite de l'adoption du Traité sur le commerce des armes et se réjouit de son entrée en vigueur. Nous allons initier des processus internes en vue de signer le Traité le plus tôt possible. Nous accueillons avec satisfaction le projet de résolution sur le Traité sur le commerce des armes qui va être présenté à la Première Commission, laquelle fournira une assistance aux États qui ont l'intention de devenir parties au Traité. Le commerce illicite, la prolifération et le trafic des armes légères et de petit calibre restent une menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la stabilité et le développement. Nous notons avec satisfaction l'inclusion des armes légères et de petit calibre dans le champ d'application du Traité sur le commerce des armes et l'adoption de la résolution 2117 (2013) du Conseil de sécurité.

Le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage fournissent aux pays des lignes directrices et des instruments techniques qui les aident à effectuer des contrôles internes. Toutefois, leur mise en œuvre intégrale reste difficile. Les pays importateurs et exportateurs doivent travailler en étroite coopération et partager les responsabilités, en particulier en matière de marquage et de traçage. Il est également essentiel que chaque pays soit doté des ressources et de l'assistance nécessaires pour veiller au renforcement de ses capacités. La Thaïlande souhaite à nouveau souligner le travail réalisé par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, en appui à l'atelier intitulé « Renforcement des capacités et élimination des barrières linguistiques dans le domaine du contrôle des armes légères et de petit calibre », qui s'est tenu en 2012 en Thaïlande, avec l'aide du Gouvernement allemand.

La Thaïlande appuie pleinement les principes humanitaires qui sont au cœur des efforts internationaux de lutte contre les armes inhumaines, telles que les

mines antipersonnel et les armes à sous-munitions. En tant qu'État partie à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel, nous restons déterminés à honorer nos obligations, notamment en matière de déminage et d'assistance aux victimes. En sa qualité de Coprésidente du Comité permanent sur les ressources, la coopération et l'assistance, la Thaïlande a organisé un colloque à Bangkok sur le renforcement de la coopération et de l'assistance. Nous reconnaissons le rôle essentiel de l'Unité d'appui à l'application de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et du Gouvernement australien, qui a permis le succès de cet événement.

La Thaïlande note que les termes de référence finalisés du Centre de lutte antimines de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont été adoptés. Ce centre régional assurera aux pays de l'ASEAN un réseau de coopération permettant d'appuyer les efforts menés par chaque pays pour remédier le cas échéant aux conséquences humanitaires des restes explosifs de guerre. La Thaïlande espère que la treizième Réunion des États parties à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel, qui se tiendra en Suisse plus tard cette année sera couronnée de succès. Nous participerons activement à la troisième Conférence d'examen de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel au Mozambique.

La Thaïlande se félicite des progrès réalisés dans les négociations sur les armes classiques et le désarmement. Nous pensons que la communauté internationale doit continuer sur sa lancée. La Thaïlande reste déterminée à s'acquitter de toutes ses obligations.

M. O'Reilly (Irlande) (*parle en anglais*) : L'Irlande souscrit sans réserve à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18).

La communauté internationale est constamment en train de débattre des questions relatives à un grand nombre de types et de systèmes d'armes, car il importe de traiter des problèmes provoqués par les armes les plus couramment utilisés dans les conflits armés et qui font le plus grand nombre de victimes. Toutefois, cette question est si dynamique et si active qu'il n'est tout simplement pas pratique de parler en détail de toutes les questions dont nous débattons dans le temps imparti pour les déclarations. Je ne vais donc évoquer ici que quelques sujets d'une importance particulière.

Le commerce illicite et irresponsable des armes classiques peut avoir des conséquences dévastatrices.

Nous avons tous la responsabilité de veiller à ce que le commerce des armes ne compromette pas la stabilité, ne facilite pas les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, ou ne contribue pas à la violence sexiste. C'est pour cette raison que l'Irlande se joint à tous ceux qui accueillent avec une profonde satisfaction la conclusion du Traité sur le commerce des armes. Nous encourageons tous les États à le signer et à le ratifier le plus rapidement possible, et je félicite les États qui l'ont déjà ratifié.

Les procédures internes de ratification de l'Irlande sont à un stade avancé, et nous restons déterminés à les compléter rapidement. Dans le courant de l'année prochaine, nous nous attacherons sans doute à assurer la mise en œuvre la plus efficace du Traité. Je suis convaincu que si le même esprit d'engagement constructif entre les États et entre les États et la société civile est à pied d'œuvre dans la mise en œuvre du Traité, comme cela a été le cas lors des négociations, nous pouvons alors espérer un avenir couronné de succès.

Je tiens également à me féliciter tout particulièrement de la résolution 2117 (2013) du Conseil de sécurité sur les armes légères et de petit calibre. Elle permettra non seulement de maintenir l'attention sur une question essentielle, mais aussi de réfléchir aux préparatifs de la Réunion biennale des États l'année prochaine dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et des armes légères sous tous ses aspects.

Les mêmes principes qui constituent la base du Traité sur le commerce des armes doivent également être appliqués à tous les thèmes relatifs aux armes classiques. Qu'il s'agisse des mines antipersonnel, des armes à sous-munitions, des mesures de transparence, de l'impact environnemental des armes, ou de l'utilisation d'armes incendiaires entre autres choses, notre objectif doit toujours être d'assurer le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, y compris les droits des femmes. Ces mêmes principes doivent également s'appliquer aux armes qui seront mises au point à l'avenir, tels que les systèmes d'armes totalement autonomes. Un engagement et des débats constructifs sont essentiels pour assurer que nos actions soient conformes aux principes qui sous-tendent l'Organisation des Nations Unies et le droit international.

L'Irlande est résolue, sur cette base, à faire avancer l'ordre du jour sur les armes classiques, et nous avons hâte de collaborer avec les États et la société civile dans toutes les instances compétentes.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne la parole au représentant de la Slovénie qui va présenter le projet de résolution A/C.1/68/L.3.

M. Jerman (Slovénie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Algérie, du Cambodge et de la Slovénie. Je souhaite présenter à la Première Commission un projet de résolution intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », publié sous la cote A/C.1/68/L.3.

La Slovénie présente ce projet de résolution en sa qualité de Présidente de la douzième Réunion des États parties à la Convention, qui a eu lieu du 3 au 7 décembre 2012 à Genève. Aujourd'hui, nous présentons ce projet de résolution avec les délégations du Cambodge, qui a présidé la réunion précédente, et de l'Algérie, qui présidera la treizième Réunion des États parties, qui aura lieu du 2 au 5 décembre à Genève.

Ce projet de résolution sur la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel est, traditionnellement, présenté chaque année depuis 1997. L'objectif principal de la résolution est de continuer à rallier un appui politique en faveur d'une interdiction universelle des mines antipersonnel et de préparer la voie à un monde exempt de mines antipersonnel.

Le texte du projet de résolution que nous présentons aujourd'hui s'inspire des textes précédents. Nous voudrions cependant attirer l'attention sur un point. Le projet de résolution prépare le terrain pour la troisième Conférence d'examen qui aura lieu à l'automne prochain à Maputo, au Mozambique. Ce sera l'occasion pour les États parties de faire le point sur la mise en œuvre du Plan d'action de Carthagène 2010-2014, que nous avons adopté en 2009 à Carthagène, en Colombie. La Slovénie estime que la Conférence sera une nouvelle occasion d'adopter une ligne de conduite pour nos efforts collectifs et de définir des orientations pour nos travaux pour les cinq prochaines années. La Slovénie invite tous les États Membres à appuyer et à voter pour ce projet de résolution, pour marquer ainsi leur adhésion à notre vision commune d'un monde exempt de mines antipersonnel.

Je voudrais à présent m'exprimer à titre national. Tout d'abord, la Slovénie s'associe à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18).

Premièrement, je voudrais dire quelques mots au sujet du Traité sur le commerce des armes. La Slovénie se félicite de ce que ce traité ait été finalement adopté par l'Assemblée générale le 2 avril et ouvert à la signature. La Slovénie a été parmi les premiers pays à signer le Traité, et nous faisons de notre mieux pour achever le processus de ratification avant la fin de l'année.

Deuxièmement, la transparence en matière d'armement est une question à laquelle nous attachons beaucoup d'importance. Dès le départ, nous avons appuyé le Registre des armes classiques et le projet de résolution de la Première Commission y relative présentée par les Pays-Bas (A/C.1/68/L.31). Nous regrettons que le nombre de rapports nationaux soit en baisse, comme l'indique le rapport du Secrétaire général (A/68/140) qui a été distribué aujourd'hui et nous estimons que les États Membres devraient faire mieux à l'avenir. Nous voudrions également réitérer notre position de longue date qu'il convient d'élargir le champ d'application du Registre pour y inclure de nouvelles catégories d'armes classiques, comme les armes légères et de petit calibre.

Troisièmement, et pour terminer, la Slovénie est un fervent partisan de la Convention sur les armes à sous-munitions. Nous nous félicitons du succès de la quatrième Réunion des États parties qui s'est tenue en septembre. La Slovénie constate avec satisfaction que le nombre d'États parties s'élève désormais à 84 et nous pensons que nous ne devons pas nous arrêter en si bon chemin. Nous espérons et sommes convaincus que le processus d'universalisation se poursuivra et ouvrira la voie à l'avènement d'un monde exempt d'armes à sous-munitions.

M. Guerber (Suisse) : La conclusion et l'adoption du Traité sur le commerce des armes sont des victoires importantes pour les Nations Unies. La Suisse fut parmi les premiers États Membres à signer le Traité. Depuis, elle a engagé le processus de ratification. Nous saisissons l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui pour encourager les autres États à faire de même afin que le Traité puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible. La Suisse souhaite contribuer au futur succès du Traité, lequel dépendra de la volonté et de la capacité des États d'en assurer l'application intégrale. Elle entend être en tous points à la hauteur des normes établies par

le Traité sur le commerce des armes et veut aider les autres États à faire de même. À cet effet, elle a préparé un modèle de déclaration interprétative concernant certaines dispositions du Traité, modèle que nous souhaitons partager avec les États Membres intéressés.

Nous soutenons par ailleurs différents projets visant à améliorer la compréhension et l'application du Traité sur le commerce des armes. Le secrétariat prévu à l'article 18 du Traité jouera un rôle clef pour sa mise en œuvre effective. Il appartiendra à la Conférence des États parties d'établir ce secrétariat et de déterminer l'endroit où il s'installera. Quels que soient le modèle et la structure choisis, la Suisse estime que Genève offre des avantages significatifs et souhaiterait que le futur Secrétariat du Traité sur le commerce des armes y soit établi.

Aucune autre ville n'abrite un réseau aussi dense de missions diplomatiques, d'organisations internationales et non gouvernementales, de programmes interinstitutions et d'institutions académiques à vocation mondiale. Si le secrétariat du Traité sur le commerce des armes était sis à Genève, il profiterait en particulier de la présence d'une vaste expertise dans des domaines essentiels tels que la politique de sécurité, la maîtrise des armements et le désarmement, les affaires humanitaires et les droits de l'homme, tout comme le commerce international. Une multitude d'organisations internationales et d'organisations de la société civile s'occupant de questions liées au Traité sur le commerce des armes y sont en effet actives. Enfin, le réseau Traité sur le commerce des armes, une initiative lancée récemment à Genève pour coordonner les activités de promotion du Traité et de son application, constitue une démonstration supplémentaire des avantages que cette ville offre.

Bien que nous saluions le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques – Registre établi en 1991 –, nous regrettons que le Groupe n'ait pas recommandé que les armes légères et de petit calibre y soient incluses comme huitième catégorie. Nous sommes en effet convaincus que cette mesure accroîtrait la pertinence du Registre pour de nombreux États, spécialement ceux qui sont touchés par ces armes, et améliorerait ainsi la participation à ce mécanisme. Nous encourageons vivement les États Membres à indiquer au Secrétaire général si l'absence des armes légères et de petit calibre comme catégorie à part entière a réduit sa pertinence pour eux et par conséquent aussi leur participation.

La Suisse assumera la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en 2014. Dans ce contexte, elle entend mettre l'accent sur les activités dans le domaine des armes légères au niveau régional et favoriser une meilleure coordination de l'ONU avec les organisations régionales.

Pour conclure, je tiens à rappeler l'importance des armes classiques dans le désarmement et la sécurité internationale. Les nouvelles technologies sont en train de changer la conduite de la guerre et nous allons au-devant de nouveaux défis. Les systèmes d'armes entièrement autonomes sont l'un d'entre eux, ainsi que le souligne cette année le rapport du Secrétaire général sur les travaux du Conseil consultatif pour les questions de désarmement (A/68/206). Nous avons pris note avec intérêt que le Secrétaire général devrait envisager de commander une étude circonscrite afin de soutenir ces efforts, étude à laquelle serait associés l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, ainsi que d'autres groupes de recherche et de réflexion.

M^{me} Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : La Lituanie s'associe à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18). Je voudrais développer quelques points qui revêtent une importance particulière pour ma délégation.

L'adoption du Traité sur le commerce des armes par l'Assemblée générale en avril a été une réalisation tout à fait remarquable. La Lituanie a signé le Traité le 3 Juin et s'est engagé à le ratifier rapidement. Nous continuerons d'appuyer une transparence accrue en ce qui concerne le commerce des armes, en particulier en veillant à ce que les rapports nationaux sur les transferts d'armes soient mis à la disposition du public, y compris les milieux universitaires et la société civile. L'excellent site Web du Bureau des affaires de désarmement sur les données recueillies sur le commerce des armes dans le monde et la base de données sur les transferts d'armes tenue par l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm sont d'excellents exemples à cet égard. Nous nous félicitons des initiatives prises par les organisations non gouvernementales, en particulier la campagne « Contrôlez les armes », en vue de mettre en place un mécanisme de contrôle géré par la société civile. La Lituanie a vigoureusement appuyé l'inclusion du critère de la violence sexiste dans le Traité sur le commerce des armes et se félicite des discussions menées sur l'application de ce critère.

À la présente session de la Première Commission, la Lituanie est favorable à l'adoption d'un projet de

résolution énergique sur la transparence en matière d'armements (A/C.1/68/L.31), texte traditionnellement présenté par les Pays-Bas, ainsi que du projet de résolution relatif au Traité sur le commerce des armes (A/C.1/68/L.4). S'il est vrai que l'inclusion des armes légères et de petit calibre dans le champ du Traité sur le commerce des armes a été une avancée importante, il est capital que nous poursuivions nos efforts pour mettre en œuvre le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'adapter aux réalités contemporaines et futures. Nous nous félicitons du Document final de la Conférence d'examen de 2012 adopté par consensus et nous félicitons l'Ambassadeur Tanin de l'Afghanistan de sa nomination en tant que Président désigné de la cinquième Réunion biennale des États. Nous sommes prêts à appuyer ses efforts de manière constructive.

La Lituanie salue l'adoption de la toute première résolution du Conseil de sécurité sur les armes légères (résolution 2117 (2013)), dont elle s'est portée coauteur. Cette résolution contient d'importantes dispositions qui reconnaissent l'incidence des armes légères sur la protection des civils, en particulier les femmes et les enfants, et mettent l'accent sur la nécessité de mieux surveiller et de renforcer l'application des embargos sur les armes. La Lituanie demeure attachée à l'universalité et à la pleine mise en œuvre de la Convention sur les mines antipersonnel, avec un accent particulier sur l'assistance aux États parties afin qu'ils puissent s'acquitter de leurs obligations, en particulier pour ce qui est de la destruction des stocks.

La Lituanie appuie le projet de résolution sur la Convention sur les mines antipersonnel présenté par la Slovénie (A/C.1/68/L.3), ainsi que le projet de résolution sur l'assistance à la lutte antimines (A/C.4/68/L.9), négocié à la Quatrième Commission, et qui cette année accorde une place importante à une intervention rapide et contient un nouveau libellé concernant les questions relatives à l'aide aux victimes et à la problématique hommes-femmes. Nous restons fermement attachés à la Convention sur les armes inhumaines et ses protocoles, que nous considérons comme un moyen essentiel de renforcer le droit international humanitaire.

La Lituanie, qui a été le premier pays de sa région à ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions, est favorable à une interdiction complète de ces armes et est vivement préoccupée par leur utilisation, notamment

dans le cadre des attaques qui auraient récemment pris pour cible des civils en Syrie.

La version intégrale de ma déclaration sera disponible sur le site Web de la Mission lituanienne.

M^{me} González-Román (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne souscrit pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18) et voudrait faire les observations suivantes à titre national.

Les armes classiques forment la majorité des armes de destruction massive, faisant plus de victimes chaque année que toute autre catégorie d'armes. Il nous semble dès lors que la communauté internationale se doit d'accorder une attention particulière à cette question. L'Espagne a toujours souligné la nécessité urgente de réglementer le commerce des armes classiques au niveau mondial. Dès le départ, nous avons appuyé de façon active le processus qui a conduit à l'adoption du Traité sur le commerce des armes, et nous sommes portés coauteurs des résolutions y relatives à l'Assemblée générale.

L'Espagne estime que l'entrée en vigueur de ce traité est une question urgente et qu'il faut faire en sorte de recueillir un grand nombre de signataires. C'est pourquoi nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Traité. Dans le même ordre d'idées, et pour répondre à cette nécessité urgente, mon pays a décidé d'appliquer provisoirement les dispositions des articles 6 et 7 du Traité, relatives à l'examen et à l'interdiction des exportations d'armes sur la base des droits de l'homme et du droit international humanitaire, entre autres.

Nous sommes conscients des défis que pose ce traité pour de nombreux pays. Aussi sommes-nous prêts à faire partager d'autres États de notre expérience. Nous sommes disposés à collaborer avec d'autres États et avec le Bureau des affaires de désarmement pour faciliter l'application de cet instrument. C'est pourquoi nous avons décidé de soutenir, aux côtés de l'Australie, de l'Allemagne, du Danemark, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suisse, la Trust Facility Supporting Cooperation on Arms Regulation, un mécanisme visant à faciliter la mise en œuvre du Traité. Ce projet, lancé en juin, consiste à ouvrir une ligne de crédit pour appuyer la coopération en matière de réglementation des armes classiques et s'applique aux activités liées au Traité sur le commerce des armes ainsi qu'au Programme d'action en vue de prévenir,

combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. À sa première réunion, le groupe de planification stratégique de ce mécanisme a décidé de donner la priorité à l'entrée en vigueur et à l'application du Traité sur le commerce des armes et de promouvoir des projets axés sur l'Afrique, l'Amérique latine, les Caraïbes et la région Asie-Pacifique.

L'Espagne voudrait également mentionner la résolution 2117 (2013) du Conseil de sécurité, la toute première résolution du Conseil consacrée aux armes légères et de petit calibre, dont mon pays s'est porté coauteur. Cette résolution est une pièce maîtresse de la lutte contre le trafic, l'accumulation excessive et l'utilisation inappropriée des armes légères et de petit calibre.

En outre, l'Espagne accorde beaucoup d'importance au développement et à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi qu'à tous les instruments qui en découlent. Nous sommes également très attachés au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, seul instrument juridiquement contraignant de portée universelle traitant de ce type d'armes.

Nous voudrions par ailleurs souligner la nécessité de renforcer le contrôle du commerce des munitions. C'est une question fondamentale qui, de notre avis, devrait être incluse dans le Programme d'action des Nations Unies. Ce n'est qu'en incluant le contrôle sur les munitions que nous arriverons à un véritable contrôle du commerce et du trafic d'armes. Nous sommes aussi favorables à toutes les mesures qui renforcent la confiance, la transparence et la prévisibilité, à l'image par exemple du Registre des armes classiques.

M. Al-Taie (Iraq) (*parle en arabe*) : Nous signalons tout d'abord que nous nous associons aux déclarations faites respectivement par le représentant de Bahreïn, au nom du Groupe des États arabes, et par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/68/PV.18).

L'Iraq a connu trois guerres à cause des pratiques de son ancien régime, lesquelles ont eu des conséquences désastreuses pour notre peuple et pour l'environnement. L'Iraq est l'un des pays où l'on trouve le plus de mines terrestres, de bombes à sous-munitions et de restes

explosifs de guerre. Nous subissons ce problème depuis plus de trois décennies et on dénombre plus de 4 000 zones polluées par les mines et les engins non explosés dans tout le pays, ce qui met en danger la vie des habitants de ces régions et compromet leurs moyens de subsistance. Il est en effet difficile de développer les terres arables ou l'industrie du pétrole dans ces zones, ce qui freine en outre le retour des réfugiés et des personnes déplacées qui n'ont dès lors pas les moyens de gagner leur vie.

Le 15 août 2007, l'Iraq est devenu partie à la Convention d'Ottawa, et notre adhésion a pris effet le 1^{er} février 2008. Malgré le peu de ressources techniques dont nous disposons, nous sommes fermement résolus à éliminer tous les restes explosifs de guerre qui se trouvent sur notre sol, conformément à l'article 5 de la Convention. Nous nous efforçons de développer et moderniser les institutions gouvernementales pour leur permettre de mener des activités de déminage et d'éliminer les restes explosifs de guerre de notre territoire. Depuis que l'Iraq a accédé à la Convention, le Gouvernement a fait tout son possible pour en mettre en œuvre les dispositions relatives au déminage, au démantèlement des stocks et à la fourniture d'une assistance aux victimes en vue de leur réadaptation et de leur réinsertion dans la société. Toutefois, nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale, qui demeure décisive pour permettre à mon pays de s'acquitter de ses responsabilités à cet égard et de moderniser son infrastructure en toute sécurité.

À cet égard, nous remercions tous les pays amis qui nous sont venus en aide de différentes manières et qui ont contribué, de par leur coopération avec les institutions irakiennes, aux programmes de déminage. Je voudrais citer en particulier les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Suède, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Japon, la République de Corée, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, l'Italie, l'Irlande, la Croatie, l'Autriche et la Grèce. Nous tenons également à remercier le Service de la lutte antimines du Département des opérations de maintien de la paix, ainsi que les organisations non gouvernementales. Nos remerciements vont en outre au Centre international de déminage humanitaire de Genève de son action humanitaire, notamment pour les conférences, ateliers et stages qu'il organise.

M. Buck (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vais abréger mes observations, mais l'intégralité de la déclaration des États-Unis sera

disponible sur le site Web de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies via le portail QuickFirst du Secrétariat. Par économie de temps, j'aborderai plusieurs des questions séparées évoquées dans cette déclaration, en commençant par le Traité sur le commerce des armes.

Les États-Unis sont fiers d'avoir signé le Traité sur le commerce des armes le 25 septembre. Le Traité aide les pays à respecter les normes les plus élevées en matière de contrôle des exportations et des importations d'armes classiques. Il renforce la sécurité individuelle des pays, accroît la sécurité mondiale et fixe d'importants objectifs à caractère humanitaire sans pour autant remettre en cause le commerce international légitime des armes classiques, lequel permet à tous les pays de pouvoir assurer leur défense. Les États-Unis espèrent que le Traité entrera en vigueur rapidement et nous appelons les pays qui ne l'ont pas encore signé à envisager de le faire dès que possible.

Mon pays s'est félicité d'avoir participé en 2013 au Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le fonctionnement du Registre des armes classiques. Malheureusement, le Groupe n'a pas été en mesure de mener à bien ses discussions, entamées il y a 13 ans, sur les armes légères et de petit calibre et de s'entendre sur l'inclusion de ces armes dans le Registre. Nous espérons que le prochain groupe d'experts gouvernementaux comblera cette lacune et renforcera le rôle du Registre en tant que mesure mondiale de transparence et de confiance.

J'en viens maintenant aux armes de destruction classiques. Les États-Unis restent vigoureusement favorables à l'élimination des stocks d'armes classiques vieillissants, excédentaires et peu sécurisés ou à risque, et de leurs munitions, ainsi que des restes explosifs de guerre. Depuis 1993, nous avons fourni plus de 2,1 milliards de dollars d'aide à plus de 90 pays pour l'exécution de programmes de destruction des armes classiques, y compris le déminage, la neutralisation des munitions non explosées et la destruction des surplus d'armes légères et de petit calibre et de leurs munitions. Nous avons aidé 15 États touchés à procéder à un déminage complet. Depuis 2001, nous avons contribué à la destruction de plus d'1,6 million d'armes excédentaires ou peu sécurisées et de plus de 90 000 tonnes de munitions dans le monde entier.

Les États-Unis se félicitent de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa première résolution consacrée exclusivement au commerce illicite des armes légères

et de petit calibre (résolution 2117 (2013)), et nous remercions l'Australie de son rôle de chef de file sur cette question. Les États-Unis ont fourni une assistance sous forme variée pour lutter contre le trafic des armes classiques, aidant les États à améliorer leurs modalités de contrôle des exportations et apportant une assistance technique pour assurer la sécurité physique et la gestion des stocks d'armes classiques et de munitions à risque.

Lorsqu'ils se retrouvent aux mains de terroristes, d'insurgés ou de criminels, les systèmes portables de défense anti-aérienne (MANPADS), connus également sous le nom de missiles sol-air portatifs tirés à l'épaule, constituent une grave menace pour le transport aérien mondial de passagers, l'industrie de l'aviation commerciale et les avions militaires partout dans le monde. Depuis 2003, les États-Unis ont coopéré avec des pays situés aux quatre coins de la planète pour détruire dans 38 États différents quelque 33 000 MANPADS excédentaires, mal sécurisés, détenus illicitement ou présentant tout autre risque, et des milliers d'autres lanceurs.

Les États-Unis attendent avec intérêt la réunion annuelle des Hautes Parties contractantes à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (CCAC) et nous espérons que le programme de travail qui sera défini pour 2014 permettra aux États parties à la Convention de continuer d'œuvrer à son universalisation et à la mise en œuvre de tous ses protocoles. Au cours de l'année écoulée, des questions ont été soulevées concernant la mise au point et l'utilisation d'armes létales pleinement autonomes dans différentes instances, notamment au Conseil des droits de l'homme. Comme la délégation des États-Unis l'a déclaré au Conseil des droits de l'homme, nous sommes favorables à ce que les États débattent des incidences juridiques, politiques et technologiques des armes létales pleinement autonomes au sein de l'instance appropriée. Nous estimons que la CCAC est cette instance.

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Alors que les armes nucléaires servent principalement un objectif dissuasif, les armes classiques servent, elles, tous les jours à tuer des êtres humains. Elles entretiennent les conflits, déstabilisent les États et causent douleur et souffrance à l'humanité partout dans le monde.

Les dépenses militaires mondiales ont baissé en 2012, une première depuis 1998. Le montant total

de ces dépenses à l'échelle mondiale est estimé à environ 1,75 trillion de dollars, soit 0,4 % de moins qu'en 2011, en termes réels. Toutefois il n'y a aucune raison de se réjouir particulièrement de ce léger recul des dépenses militaires mondiales. Ensemble, nous continuons de consacrer près de 3 % du produit brut mondial aux dépenses militaires. Les dépenses mondiales en armes classiques ont augmenté de 50 % ces 10 dernières années. Ironie du sort, les armes qui précipitent et alimentent les conflits proviennent de zones où règne la paix. Quatre pays fournissent à eux seuls les deux tiers des exportations mondiales d'armes, tandis que les pays en développement en sont les premiers importateurs, principalement au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique.

Parmi les autres tendances inquiétantes, il y a la mise au point de nouveaux types d'armes classiques, comme les robots létaux autonomes, et l'utilisation de drones armés, qui tuent de manière aveugle des civils. L'utilisation des drones, en particulier en dehors des zones de conflit ou des champs de bataille, pose un problème juridique et a de graves incidences sur le plan humanitaire et des droits de l'homme. Elle doit cesser immédiatement. L'utilisation des drones doit faire l'objet d'une réglementation internationale avant qu'elle n'échappe à tout contrôle.

De même, les robots létaux autonomes, qui décideront de leur propre chef d'ouvrir le feu sur des cibles préprogrammées, sans aucune intervention humaine, posent un défi fondamental à la protection des civils et à la notion d'établissement des responsabilités. Ils pourraient modifier les tactiques de guerre traditionnelles de manière inimaginable. La question de leur mise au point doit être examinée par les instances internationales pertinentes, notamment l'ONU et la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (CCAC). Les États qui détiennent et utilisent à l'heure actuelle de telles armes ne peuvent pas partir du principe que ces capacités ne vont pas se généraliser avec le temps. Eux aussi finiront par être vulnérables à moins que la production de ces armes ne soit restreinte sans délai dans le cadre d'un régime international.

La communauté internationale a pris plusieurs initiatives pour réglementer les arsenaux classiques. Divers organes de l'ONU ont adopté de multiples

résolutions, directives et décisions concernant ces armes. Plus tôt cette année, l'Assemblée générale a adopté le Traité sur le commerce des armes. L'absence de consensus au moment de la décision finale reflète bien la grande complexité de la question des armes classiques.

Le Pakistan a voté pour le Traité dans l'espoir sincère qu'il soit en mesure de mieux réguler le commerce des armes classiques et de réduire ainsi les souffrances humaines sans nuire aux besoins de légitime défense des États. Nous comptons que le Traité sera mis en œuvre de façon non discriminatoire, conformément à ses principes, et que les critères subjectifs qui y ont été inclus ne seront pas exploités à des fins politiques. C'est essentiel pour favoriser l'efficacité et l'universalité du Traité.

Le Pakistan est partie à la CCAC et à l'ensemble de ses cinq protocoles, y compris le Protocole II modifié. Le Secrétariat de la CCAC a enregistré des progrès considérables pour faire de ce traité un élément indispensable du mécanisme humanitaire contemporain de désarmement et de maîtrise des armements, ainsi qu'un forum pour envisager la meilleure manière de protéger les civils et les soldats des effets de ces armes.

L'équilibre fragile de ces instruments, à savoir limiter au maximum les souffrances humaines sans sacrifier les intérêts légitimes des États en matière de sécurité, doit être préservé. Il est possible de réduire au minimum les souffrances humaines résultant de l'utilisation aveugle des mines terrestres.

M. Virri (Finlande) (*parle en anglais*) : La Finlande souscrit pleinement à la déclaration qui a été faite au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18).

L'année a été fructueuse dans le domaine des armes classiques. L'adoption du Traité sur le commerce des armes par l'Assemblée générale est venue renforcer la crédibilité de l'ONU s'agissant de la conclusion de traités relatifs au désarmement et à la maîtrise des armements. Nous voudrions nous aussi remercier chaleureusement les Ambassadeurs Woolcott, de l'Australie, et García Moritán, de l'Argentine, de leurs contributions inestimables en tant que Présidents des Conférences pour un traité sur le commerce des armes. Nous tenons à féliciter tous les États qui ont déjà signé ou ratifié le Traité. Nous invitons instamment ceux qui ne l'ont pas encore fait à suivre leur exemple le plus tôt possible. Comme l'Ambassadeur Woolcott l'avait prédit,

il n'est pas impossible que le seuil des 50 ratifications soit atteint d'ici à l'été 2014.

Le Traité sur le commerce des armes ne sera véritablement utile que si tous les États, des grands fabricants d'armes aux plus petits pays en développement sur tous les continents, le signent, le ratifient et commencent à respecter les critères qu'il fixe. Plusieurs donateurs et instruments fournissent une aide et une assistance technique aux États qui en ont besoin. Il convient toutefois d'éviter les doublons grâce à une coordination étroite entre les donateurs.

Le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire forment une importante composante du Traité. Nous sommes convaincus que le Traité sur le commerce des armes peut contribuer à réduire la violence sexiste et à améliorer la vie des hommes, des femmes et des enfants qui vivent sous la menace d'un conflit et de la violence à travers le monde. Le Traité permettra aussi de limiter les incidences négatives du commerce illicite et irresponsable des armes. Nous remercions une nouvelle fois très sincèrement les représentants de la société civile qui nous ont aidés et encouragés tout au long des négociations. Leur travail reste déterminant pour promouvoir l'universalisation et l'application du Traité.

Le document de fond issu de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects en 2012 énonce des mesures concrètes pour parvenir à la mise en œuvre effective et intégrale du Programme d'action.

La Finlande estime que les normes internationales sur le contrôle des armes légères sont utiles en ce qu'elles fournissent des orientations claires, concrètes et complètes aux professionnels et aux décideurs en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre. La Finlande compte parmi ceux qui ont contribué au développement par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement d'outils permettant de mieux appliquer ces normes internationales.

La Finlande se félicite vivement de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2117 (2013) sur les armes légères et de petit calibre. La résolution prend en compte de manière satisfaisante les recommandations du récent rapport du Secrétaire général et permet à la dynamique suscitée par le Traité sur le commerce des armes d'acquiescer une dimension supplémentaire.

État partie à la Convention d'Ottawa, la Finlande attend avec intérêt la réunion annuelle des États parties et la réunion préparatoire de la Conférence d'examen en décembre. Ces importantes rencontres vont préparer le terrain à la tenue de la troisième Conférence d'examen de la Convention, à Maputo l'année prochaine. Nous continuerons par ailleurs de financer le déminage humanitaire dans plusieurs régions du monde, à hauteur d'environ 6 millions d'euros annuels.

M^{me} Chan (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica se félicite de l'adoption du Traité sur le commerce des armes et de l'inclusion des armes légères et de petit calibre dans son champ d'application. Mon pays considère toutefois qu'il est capital d'élargir le champ d'application du Registre des armes classiques et d'ajouter une nouvelle catégorie pour les armes légères et de petit calibre, comme le recommande le Groupe d'experts gouvernementaux dans son rapport sur la tenue du Registre des armes classiques et modifications à y apporter, publié en juillet de cette année (A/68/140, annexe). Nous devons également nous employer à établir des normes solides et obligatoires de gestion des stocks et nous attaquer à la surproduction d'armes. Nous espérons faire des progrès sur ces questions et d'autres durant la cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui se tiendra en juin 2014, et durant le cycle d'examen 2014-2018 du Programme d'action relatif aux armes légères.

Le Costa Rica est préoccupé par les effets humanitaires de l'emploi d'armes explosives dans des zones densément peuplées, comme le souligne le Secrétaire général dans le rapport sur la protection des civils dans les conflits armés qu'il a présenté au Conseil de sécurité (S/2012/376). Dans son rapport, le Secrétaire général se dit également préoccupé par l'utilisation persistante d'aéronefs sans pilote (drones) pour mener des attaques ciblées qui ont des effets collatéraux très destructeurs. Bien que le Costa Rica reconnaisse que les drones ne sont pas des armes illégales, nous sommes aussi conscients qu'ils peuvent faciliter le déploiement d'une force meurtrière et ciblée sur le territoire d'autres États, et nuire ainsi à la protection du droit à la vie.

Mon pays partage donc les préoccupations des rapporteurs spéciaux Philip Alston et Cristof Heyns concernant les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires exprimées dans leurs rapports respectifs

de 2010 (A/HCR/14/24) et de 2013 (A/68/362), ainsi que celles exprimées par le Rapporteur spécial Ben Emmerson dans son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/68/389). À cet égard, le Costa Rica appelle les États Membres à établir un lien entre les questions de transparence et de responsabilité et le risque de prolifération de telles armes. Nous considérons que nombre des problèmes identifiés en ce qui concerne l'emploi de drones armés pourraient être exacerbés par l'autonomie accrue des armements robots.

Ma délégation considère que nous devons engager rapidement des pourparlers internationaux sur la question des robots létaux autonomes. Nous demandons à tous les États d'envisager la mise en place d'un moratoire national sur la mise au point, la fabrication et l'emploi de ce type d'armes et leur possible interdiction.

Les restes toxiques de guerre constituent une menace majeure pour les civils, aussi bien en période de conflit qu'après un conflit. Les États sont rarement tenus de mesurer la toxicité et l'impact environnemental des matières entrant dans la fabrication des armes et de contrôler les effets de leur emploi sur la santé et sur l'environnement. Le Costa Rica considère donc que la communauté internationale doit absolument unir ses efforts pour régler les problèmes liés aux restes toxiques de guerre. Nous demeurons convaincus qu'il est impératif de tenir compte des aspects environnementaux dans le cadre de nos efforts visant à mieux protéger les civils.

San José accueillera la cinquième Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions en septembre 2014. Le Costa Rica considère que ce traité est indispensable aux efforts actuellement déployés pour apaiser les souffrances que les conflits armés infligent aux civils et pour mettre un terme à l'emploi de telles armes. Le fait que certains États continuent d'employer des armes à sous-munitions montre clairement que nous devons intensifier nos efforts pour que la Convention soit acceptée par un plus grand nombre d'États. Le Costa Rica continuera de promouvoir l'adhésion à la Convention et de décourager l'emploi des armes à sous-munitions pour parvenir à un monde exempt de telles armes.

M. Luque Márquez (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je vais donner lecture d'une version abrégée de notre déclaration. La version complète sera accessible sur le site Web QuickFirst.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant du Suriname au nom de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (voir A/C.1/68/PV.18).

L'Équateur accorde une grande l'attention et est pleinement attaché à toutes les discussions et négociations concernant les armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre, les munitions, les explosifs, les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions. Mon pays est partie à la Convention sur les armes à sous-munitions et à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Nous attachons donc une importance particulière au programme humanitaire de déminage que l'Équateur mène conjointement avec le Pérou à notre frontière commune. L'Équateur est également partie à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et à tous ses protocoles, y compris le Protocole II modifié.

Mon pays considère que la communauté internationale doit examiner de manière plus approfondie la question des drones et armements robots totalement autonomes. Le nombre élevé de victimes d'attaques aveugles dans des zones habitées par des civils et les graves questions éthiques et juridiques posées par la mise au point de nouvelles technologies militaires qui excluent la participation ou la responsabilité d'êtres humains dans la prise de décisions appellent un débat urgent et sérieux sur les nouveaux problèmes que cela pose dans le domaine des armes classiques.

L'Équateur a voté pour toutes les résolutions relatives à l'organisation d'un processus de négociation sur un traité sur le commerce des armes, un tel instrument pouvant véritablement contribuer à réglementer les transferts d'armes et de munitions et, ainsi, à prévenir le détournement de telles armes vers les marchés illicites.

L'Équateur continue de penser que l'efficacité d'un traité sur le commerce des armes est tributaire de deux facteurs, son universalité et son caractère équilibré. On parvient à l'universalité par des négociations multilatérales, transparentes, non discriminatoires et fondées sur le consensus, les préoccupations de tous les États devant être entendues et dûment prises en compte, sans condition. L'équilibre, quant à lui, est assuré par le respect de principes tels que l'égalité souveraine des États, l'autodétermination, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, l'intégrité territoriale

et politique et le droit de légitime défense, tels que consacrés par la Charte des Nations Unies.

Il y a quelques mois, le Traité sur le commerce des armes a cependant été adopté à l'issue d'un vote. Compte tenu de son importance et du mandat de l'Assemblée générale, qui avait convoqué le mécanisme de négociation de ce traité, il aurait dû être adopté par consensus. L'Équateur regrette que cela n'ait pas été le cas. En raison de cette absence de consensus, nous devons signaler qu'il y a eu un certain nombre de problèmes dans le processus de négociation de projets de résolution habituellement adoptés sans être mis aux voix, y compris par exemple durant la présente session de la Première Commission.

Je terminerai en indiquant, comme l'a fait ma délégation pour expliquer son vote au moment d'adopter cet instrument (voir A/67/PV.71), que malgré les réserves et observations faites au sujet de ce processus d'adoption et d'un certain nombre d'éléments du Traité sur le commerce des armes, les autorités de mon pays continuent d'étudier et de vérifier la façon dont il est mis en œuvre afin de prendre une décision finale concernant la signature de cet instrument par l'Équateur et l'adhésion de mon pays à ce traité.

M. Scappini Ricciardi (Paraguay) (*parle en espagnol*) : Nous nous associons à la déclaration faite par le représentant du Suriname au nom de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (voir A/C.1/68/PV.18). Nous voudrions toutefois insister sur les deux points suivants à titre national.

Premièrement, je tiens à signaler la diversité des intérêts concernant l'emploi d'armes parmi les pays qui composent la Commission, ce qui est à la fois évident et naturel. Aux deux extrémités de cet ensemble varié d'intérêts, on trouve sans doute les armes de destruction massive, d'une part, et les armes classiques, d'autre part. La variété de ces intérêts particuliers ne doit pas nous faire perdre de vue qu'il importe d'avoir une vision globale des conséquences de l'emploi de ces deux extrêmes qui sont aussi nuisibles l'un que l'autre pour nos sociétés.

Les armes classiques, les armes légères et de petit calibre et les munitions, quel que soit leur emploi, sont aussi dangereuses que la menace ou l'emploi des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. En effet, outre les dommages corporels qu'elles causent aux populations et aux personnes, ces deux catégories d'armes contribuent par essence à créer un monde

dangereux, instable et imprévisible. Il importe peu pour le Paraguay de savoir quel pays souffre le plus ou le moins des conséquences de l'un ou l'autre type de menace ou quel pays en est à l'origine. Ce qui importe davantage selon nous, c'est de créer un environnement général plus sûr, et pour cela, l'engagement de la communauté internationale est indispensable.

Deuxièmement, le Paraguay fait partie de la majorité écrasante de pays qui ont signé le Traité sur le commerce des armes. Nous espérons nous joindre très bientôt aux pays qui l'ont ratifié afin qu'il soit mis en œuvre dans les meilleurs délais. De nombreuses considérations ont été prises en considération en vue de signer le Traité. L'absence de réglementation du marché des armes, qui est à la source du commerce irresponsable de ces armes et de nombreux dangers, est une raison fondamentale. Cependant, notre motivation principale est liée à notre volonté de créer un instrument pouvant empêcher la souffrance humaine.

Le Traité sur le commerce des armes représente un premier pas vers la consolidation d'un régime juridique international qui s'adapte progressivement aux exigences de la vie moderne et favorise le développement et le bien-être des personnes. C'est pourquoi nous appelons les membres de la communauté internationale à continuer d'adhérer au Traité afin que son entrée en vigueur, et surtout sa mise en œuvre, deviennent réalité et marquent une évolution claire du droit international.

M. Joković (Croatie) (*parle en anglais*) : La Croatie s'associe pleinement à la déclaration prononcée hier par l'observatrice de l'Union européenne (voir A/C.1/68/PV.18), mais je souhaite ajouter quelques observations à titre national.

En tant qu'État partie extrêmement attaché aux conventions et régimes multinationaux existants en matière de maîtrise des armes classiques, la Croatie estime que des résultats ne peuvent être obtenus que par la mise en œuvre de politiques globales et complémentaires aux niveaux multilatéral, régional et national. La Croatie est signataire du Traité historique sur le commerce des armes, et elle sera en mesure de le ratifier dès que sa procédure nationale sera achevée, ce qui devrait très probablement être le cas d'ici la fin de l'année. Le Traité est à nos yeux un instrument clef qui permettra de renforcer la sécurité humaine à l'échelle mondiale en freinant le commerce illicite et la circulation des armes légères et de petit calibre. La Croatie jouera son rôle en contribuant à la mise en œuvre du Traité aux niveaux régional et mondial, notamment dans le

cadre de l'assistance fournie par l'Union européenne à cet effet.

Du point de vue national, qu'il me soit permis de mettre l'accent sur notre expérience nationale et régionale en matière de maîtrise des armements au sortir d'un conflit, notamment les armes légères et de petit calibre. Nous savons que l'accumulation, la disponibilité et le trafic de ces armes alimentent l'insécurité et ralentissent des processus fragiles de consolidation de la paix. Dès lors, la Croatie accueille avec satisfaction la résolution 2117 (2013) du Conseil de sécurité sur les armes légères et de petit calibre, qui, selon elle, contribue à renforcer le Traité sur le commerce des armes.

La Croatie a accumulé une expérience importante dans la mise en œuvre de mesures nationales efficaces de maîtrise des armements et de promotion de la coopération régionale dans un environnement postconflictuel difficile. Notre expérience va de la prise en charge d'activités relatives aux armes légères et de petit calibre au sein d'instances régionales et de l'action de la commission nationale interdisciplinaire pour la maîtrise des armes légères et de petit calibre à une coopération régionale solide avec le Programme des Nations Unies pour le développement. En collaboration avec ses partenaires de l'Union européenne, la Croatie suit attentivement l'évolution de la situation dans ce domaine. Du fait de son expérience directe et de sa compréhension approfondie de la nature multidisciplinaire des initiatives de maîtrise des armes légères et de petit calibre, la Croatie est en mesure de faire profiter la communauté internationale de ses compétences.

Pour conclure, les incidences des armes légères et de petit calibre ne sont, comme cela a déjà été souligné, ni petites ni légères. Nous réaction face à ce problème doit donc être ferme et unie.

M. Propper (Israël) (*parle en anglais*) : Israël se félicite de l'adoption du Traité sur le commerce des armes. L'adoption du Traité marque une avancée importante dans la lutte de la communauté internationale contre le commerce illicite d'armes, notamment les transferts d'armes à des terroristes et d'autres acteurs non étatiques. Israël estime que le Traité permet de renforcer les normes internationales et les instruments nationaux de maîtrise du commerce des armes tout en tenant compte des préoccupations de sécurité nationale. Selon nous, la réglementation efficace de ce commerce sur la base de normes rigoureuses d'évaluation, de suivi

et de maîtrise des armements contribuera à assurer la paix, la sécurité et la stabilité, au Moyen-Orient et à l'échelle mondiale. Israël a joué un rôle actif dans le cadre des négociations sur le Traité, et il a voté pour la résolution 67/234 B adoptée en avril, par laquelle l'Assemblée générale adopte le Traité. Nous sommes entrés dans la phase finale d'un processus d'examen interne nous amenant à envisager favorablement la signature du Traité.

Depuis plusieurs années, Israël souligne qu'empêcher les terroristes et les États qui les soutiennent d'acquérir des armes classiques et non classiques doit devenir une priorité de la communauté internationale. À cette fin, Israël attache une grande importance au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et il attend avec impatience la prochaine Réunion biennale des États, qui doit se tenir en juin 2014. Nous tenons également à souligner l'importance de l'Instrument international de traçage, et nous rappelons aux délégations que le renforcement de la coopération en matière de traçage des armes légères et de petit calibre, le marquage et la tenue de registres présentent des avantages pour tous.

La mise en œuvre effective du Programme d'action aux niveaux national, régional et mondial est plus importante que jamais. Les troubles qui secouent le Moyen-Orient en général, et la Syrie en particulier, posent de graves problèmes qui doivent pousser la communauté internationale à œuvrer en commun à la prévention du trafic illicite et du terrorisme. Dans ce contexte, Israël est profondément préoccupé par la prolifération illicite des systèmes portables de défense anti-aérienne et des roquettes de courte portée, qui sont susceptibles de représenter une grave menace pour l'aviation civile, commerciale et militaire si elles devaient tomber entre de mauvaises mains. La communauté internationale doit mobiliser les ressources qui s'imposent pour lutter efficacement contre cette grave menace, et elle doit mettre en place des mesures concrètes pour empêcher que ces armes ne parviennent à des terroristes et des acteurs non étatiques.

Nous communiquerons la version intégrale de notre déclaration au secrétariat.

M. Wu Jianjian (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine appuie la poursuite des efforts visant à améliorer les mécanismes juridiques internationaux relatifs à la maîtrise des armes conventionnelles, sur la base d'une gestion équilibrée du traitement des préoccupations

humanitaires et des besoins légitimes des États souverains dans les domaines militaire et de la sécurité.

La Convention sur les armes inhumaines (CCAC) joue un rôle irremplaçable dans l'optique de régler les problèmes humanitaires provoqués par l'utilisation d'armes classiques telles que les mines terrestres. La Chine a toujours honoré scrupuleusement ses obligations découlant de la Convention et de ses protocoles additionnels et continuera de le faire, et elle entend également continuer d'œuvrer au renforcement de l'efficacité de la Convention et à son universalisation.

Tout en respectant pleinement la CCAC à l'échelle nationale, la Chine a à cœur de défendre activement la cause de l'aide humanitaire internationale. Depuis 1998, elle a consacré au total quelque 70 millions de yuan à l'assistance au déminage à plus de 40 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette année, elle a organisé des programmes de formation au déminage sur son territoire à l'intention de personnels soudanais, sud-soudanais et lao. Elle déploiera une équipe d'experts au Cambodge qui fournira sur place des instructions en matière de déminage. Nous nous préparons également à fournir une assistance aux victimes de mines terrestres et d'armes à sous-munitions à Sri Lanka et en Jordanie.

Ces dernières années, les engins explosifs improvisés sont de plus en plus fréquemment devenus des armes de choix des terroristes et des extrémistes pour semer le chaos. Cela mérite toute l'attention de la communauté internationale. La Chine appuie les débats internationaux sur la question et joue un rôle actif à cet égard, et elle est prête à poursuivre ses échanges et sa coopération avec toutes les parties concernées.

La Chine comprend profondément et partage les préoccupations des régions et des pays touchés par le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Ce commerce est attribuable à des causes complexes, et il exige donc une démarche globale si l'on veut éliminer à la fois les causes profondes et les symptômes du problème. La communauté internationale doit mettre en place des mesures efficaces pour aider les pays touchés à atteindre le développement économique et la stabilité sociale. L'ONU doit être considérée comme un cadre de premier plan pour le renforcement de la coopération internationale aux fins d'une mise en œuvre globale et efficace du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à

l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites.

Le Gouvernement chinois a toujours observé une attitude prudente et responsable en ce qui concerne les exportations d'armes. Il respecte strictement les principes qui consistent à ne pas menacer la paix, la sécurité et la stabilité des régions concernées et à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays récepteurs. La Chine n'exporte jamais d'armes vers des pays ou des individus visés par un embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité. Elle a mis en place un système global efficace de contrôle des exportations d'armes, et notamment un régime de certification des utilisateurs finals et de l'utilisation finale, et un système d'enregistrement de toutes les exportations d'armes légères.

La Chine appuie les nécessaires efforts internationaux visant à réglementer les comportements dans le cadre du commerce international des armes et elle a joué un rôle actif dans les négociations sur le Traité sur le commerce des armes. La Chine n'a aucun problème de fond avec la teneur du Traité, qu'elle envisage sérieusement de signer. Elle continuera de travailler en étroite coopération avec la communauté internationale en vue de traiter comme il convient de la question du commerce illicite des armes classiques.

La Chine accorde une grande importance à la transparence en matière d'armements, et elle s'est consacrée ces dernières années au renforcement de la confiance mutuelle en matière militaire entre les pays. La Chine a continué ces dernières années de présenter

des rapports annuels sur les données relatives aux transferts d'armes au Registre des armes classiques des Nations Unies et elle a assumé un rôle actif dans le travail du Groupe d'experts gouvernementaux établi dans le cadre du Registre. La Chine a à cœur de renforcer l'universalité et l'efficacité du Registre et poursuivra ses propres efforts en la matière.

La déclaration complète de la Chine sera mise à disposition dans le lieu réservé à cet effet par le secrétariat.

Le Président (*parle en arabe*) : Nous allons maintenant entendre les déclarations des organisations non gouvernementales. Je demande aux orateurs d'avoir l'amabilité d'être brefs et concis. Conformément à la pratique établie à la Commission, Je vais suspendre la séance afin de poursuivre les débats informellement.

La séance, suspendue à 16 h 50, est reprise à 17 h 50.

Programme de travail

Le Président (*parle en arabe*) : Je voudrais saisir cette occasion pour informer les délégations que le mardi 5 novembre, l'Assemblée générale tiendra une séance plénière le matin au titre du point 88 de l'ordre du jour relatif au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Par conséquent, la séance de la Première Commission prévue ce jour-là a été reportée du matin à l'après-midi afin de permettre aux délégations de la Première Commission d'assister à cette séance plénière.

La séance est levée à 17 h 55.